

Université d'été d'Attac

Dettes. La sortie de l'euro s'est invitée dans ce débat sur les dettes publiques. Pour continuer la pédagogie, Attac organise une conférence européenne sur le sujet le 16 octobre prochain à Bruxelles.

SORTIR DU PIÈGE DE LA DETTE

« L'actualité financière montre que tout se met en place pour une nouvelle crise qui risque d'être plus violente que celle de 2008. D'où l'importance de mener le débat sur la dette qui est même un facteur d'instabilité pour la zone euro. Concevoir un plan pour sauver l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France serait impossible ». Le débat sur les dettes publiques a été introduit par Thomas Coutrot, porte-parole d'Attac. Pour mener la réflexion, l'association prépare une conférence européenne citoyenne sur la dette le 16 octobre prochain à Bruxelles. Analyser les dettes et examiner les alternatives sont les deux premiers angles de la conférence, le troisième portant sur « l'échelle pertinente pour la mise en oeuvre de ces alternatives, au niveau national, de manière unilatérale, avec quelles modalités » liste Thomas Coutrot avant de préciser : « c'est le point qui fait le plus débat. C'est en somme la possibilité d'un plan B. Mais tout dépend de la dynamique. S'agit-il d'un repli national ou d'une manière d'engager la confrontation avec les institutions européennes ? Sur ce point, la Grèce a permis de faire avancer les consciences ».

« L'antidote au venin nationaliste »

Ce « repli national » constitue d'ailleurs pour Cédric Durand, économiste, la « seule bonne raison d'avoir peur d'une sortie de l'euro car c'est un vrai risque. L'antidote au venin nationaliste est d'abord le problème non en terme de nations mais de classes. C'est de cela dont il s'agit : les classes dominantes en Grèce ont tout fait pour faire capoter le référendum. Tous les salariés, quel que soit le pays, sont mis en concurrence par des taux d'emprunt inappropriés... » La seule car... toutes les autres sont « mauvaises : ce ne serait pas facile mais ce ne serait pas non plus un choc insurmontable. Une dévaluation est quelque chose qui, à court terme, aide les économies, dope la croissance et fait baisser le chômage ». Pour lui, l'affaire est entendue : « on ne pourra sortir du piège de la dette sans prendre



Toujours beaucoup de monde pour suivre les débats. PHOTO LA VARSELLAISE

le contrôle de la monnaie, même si la sortie de l'euro n'est pas un but en soi ».

Ce « piège de la dette », les intervenant se sont employés à le décrypter. Loin des explications cantonnant cette dette à une explosion des dépenses publiques et sociales, Juan Laborda, économiste à Podemos explique que « en Espagne, la dette privée est bien plus importante que la dette publique, mais elle l'a contaminée parce que l'on a renfloué les banques devenues déficitaires suite à la bulle immobilière ». « Les cas de figure ne sont pas tous identiques. En France et en Grèce ce sont davantage les taux d'intérêt élevés des années 1990 et la baisse orchestrée des recettes publiques à partir de 2000 qui sont responsables. Mais socialisation des pertes privées, évasion fiscale, fuite des capitaux, baisse des recettes sont présents partout, à des degrés divers » complète Thomas Coutrot.

Les audits de la dette

Pour connaître les « spécificités »

de chaque dette publique, rien ne vaut un audit citoyen et public. Une initiative a été lancée à l'échelle européenne dès 2011 partant de Grèce. « La mobilisation a d'abord été importante puis s'est peu à peu enlisée, notamment parce que le sujet a été lié au débat sur la sortie de l'euro » analyse Eric Toussaint du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde) qui a participé à de nombreux audits, dont celui de l'Equateur qui a permis à Rafael Corréa de racheter à vils prix de nombreux titres, ou l'audit de la dette grecque qui a connu une fortune plus diverse.

« Cet audit grec a été très médiatisé. Il a suscité un engouement dans la population mais des réticences des organisations et la démarche a été abandonnée » développe Eric Toussaint. Pas par tous puisque la présidente du Parlement grec Zoé Konstantopoulou organise une nouvelle réunion de cette commission vérité du 22 au 25 septembre prochain, soit juste après les élections, au Parlement si elle n'a pas été démise

ou, à défaut, dans un lieu public d'Athènes.

« La dette est un combat difficile, c'est un enjeu clé et il y a des forces adverses puissantes, y compris chez ceux qui devraient soutenir une démarche d'audit » conclut Eric Toussaint, « il faut en décrypter les raisons pour éviter que les abandons ne puissent se produire ailleurs. En Espagne par exemple ». L'espagnol Juan Laborda confirme la nécessité d'en organiser un, estimant notamment que « qu'il faudra sanctionner ceux qui n'ont pas su anticiper les risques ».

En fin de débat, un homme dans le public prend la parole. Il répond à Cédric Durand qui a lâché une comparaison entre le printemps grec et le printemps de Prague, assimilant la bureaucratie soviétique à la technocratie européenne « en plus d'être faux, ces raccourcis historiques ont pour effet de séparer les forces historiques et les forces naissantes que sont Syriza ou Podemos, au lieu de les agglutiner ».

ANGÉLIQUE SCHALLER

La dette ou la vie

Éditorial

■ Les dettes sont des armes pour contraindre les peuples à courber l'échine. Elles sont le prétexte à tous les renoncements. Il est donc fondamental de s'attaquer à elles de façon organisée et massive. Au printemps, le député communiste Nicolas Sansu a porté le fer à l'Assemblée nationale. Auteur d'un rapport sur la dette française, son analyse est en phase avec le constat dressé par Attac. Mettre au cœur du combat progressiste cette question, c'est démontrer qu'il n'y a pas de fatalité. La réduction des investissements publics est justifiée par le fait qu'il faut payer la dette qui, du coup, justifie toutes les politiques d'austérité. Cela se traduit par un recul sans précédent des services publics. Concrètement : c'est moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de transports publics, moins de tout ce qui fait société. Et c'est donc extrêmement dangereux.

Démontrer (et démonter) les mécanismes de la dette, savoir comment elle se fabrique (baisse d'impôts pour les plus riches, cadeaux fiscaux, taux d'intérêt exorbitants imposés par les marchés financiers, etc.) sont les moyens de reprendre la main de façon démocratique. Si le mouvement pour une annulation de la dette, notamment des pays du tiers monde, est ancien, il prend pied désormais en Europe et des convergences sont à l'oeuvre. Convergences indispensables car en face, le monde de la finance ne se laisse pas faire.

FRANÇOISE VERNA